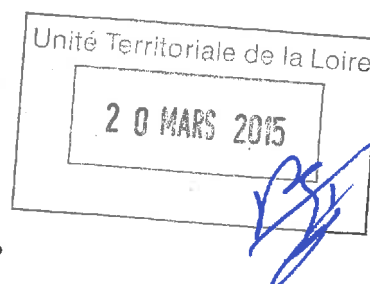




Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA LOIRE



**ARRETE N° 113 /2015/DDPP**  
**portant mise en demeure**

Le Préfet de la Loire

VU le titre VII du livre 1<sup>er</sup> du code de l'environnement relatif aux dispositions communes aux contrôles et aux sanctions et notamment son article L. 171-8 ;

VU l'arrêté préfectoral du 6 avril 2010 imposant à la société TEINTURES ET APPRETS DE LA TRAMBOUZE une étude des rejets de substances dangereuses dans l'eau ;

VU l'arrêté préfectoral du 21 juillet 2010 modifié réglementant les activités exercées par la société TEINTURES ET APPRETS DE LA TRAMBOUZE sur le territoire de la commune de SEVELINGES, "Le Poulailon" ;

VU les courriers de l'Inspection des installations classées des 19 mars et 5 novembre 2013 rappelant à l'exploitant les prescriptions de l'arrêté du 6 avril 2010 susvisé ;

VU le rapport de l'Inspection des Installations Classées en date du 8 janvier 2015, modifié le 25 février 2015, constatant que les prescriptions de l'article 4.2 de l'arrêté du 6 avril 2010 susvisé n'ont pas été respectées ;

**CONSIDERANT** que l'exploitant de la société TEINTURES ET APPRETS DE LA TRAMBOUZE n'a pas transmis l'étude technico-économique prescrite par les dispositions de l'arrêté du 6 avril 2010 susvisé ;

**CONSIDERANT** qu'au vu des éléments ci-dessus, il y a lieu de mettre en demeure l'exploitant de régulariser sa situation et de prendre les mesures nécessaires afin de garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement ;

**SUR PROPOSITION** de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Loire,

**ARRETE**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : L'exploitant de la société TEINTURES ET APPRETS DE LA TRAMBOUZE, pour son site situé sur le territoire de la commune de SEVELINGES, "Le Poulailon", est mis en demeure de transmettre avant le 31 décembre 2015 à l'Inspection des installations classées l'étude technico-économique et le programme d'actions, accompagnés d'un échéancier précisant :

- les solutions pour réduire les rejets en Nonylphénols, NP10E, NP2OE, Octylphénols, OP1OE, OP2OE, Zinc et ses composés, Cuivre et ses composés et Chrome et ses composés
- les dispositions de suppression d'ici 2021 de rejet du Naphtalène, Fluoranthène, Chloroforme, Nonylphénols et Octylphénols

Cette étude devra répondre aux objectifs suivants :

1. Pour les substances dangereuses prioritaires figurant aux annexes 9 et 10 de la directive 2000/60/CE : possibilité de réduction à l'échéance fin 2015 et de suppression à l'échéance 2021 (2028 pour anthracène et endosulfant)
2. Pour les substances prioritaires figurant aux annexes 9 et 10 de la directive 2000/60/CE : possibilité de réduction à l'échéance fin 2015 et éventuellement 2021

3. Pour les substances pertinentes figurant à la liste 2 de l'annexe I de la directive 2006/11/CE du 15/02/06, lorsqu'elles sont émises avec un flux supérieur à 20 % du flux admissible dans le milieu : possibilité de réduction à l'échéance fin 2015 et éventuellement 2021

4. Pour les substances pertinentes figurant à la liste 2 de l'annexe I de la directive 2006/11/CE du 15/02/06, émises avec un flux inférieur à 20 % du flux admissible dans le milieu mais pour lesquelles la norme de qualité environnementale n'est pas respectée : possibilité de réduction à l'échéance fin 2015 et éventuellement 2021

Cette étude devra mettre en exergue les substances dangereuses dont la présence dans les rejets doit conduire à les supprimer ou à les réduire, à partir d'un examen approfondi s'appuyant notamment sur les éléments suivants :

- les résultats de la surveillance prescrite
- l'identification des produits, des procédés, des opérations ou des pratiques à l'origine de l'émission des substances dangereuses au sein de l'établissement
- un état des perspectives d'évolution de l'activité (procédé, niveau de production...) pouvant impacter dans le temps qualitativement ou quantitativement le rejet des substances dangereuses
- la définition des actions permettant de réduire ou de supprimer l'usage ou le rejet de ces substances. Sur ce point, l'exploitant devra faire apparaître explicitement les mesures concernant la ou les substances dangereuses prioritaires et celles liées aux autres substances. Les actions mises en œuvre et/ou envisagées devront répondre aux enjeux vis-à-vis du milieu, notamment par comparaison, pour chaque substance concernée, des flux rejetés et des flux admissibles dans le milieu. Ce plan d'actions sera assorti d'une proposition d'échéancier de réalisation.

Pour chacune des substances pour lesquelles l'exploitant proposera des possibilités de réduction ou de suppression, il devra faire apparaître dans l'étude susvisée l'estimation chiffrée pour chaque substance concernée, du rejet évité par rapport au rejet annuel moyen de l'installation (en valeur absolue en kg/an et en valeur relative en %).

**ARTICLE 2 :** Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il sera fait application des dispositions prévues à l'article L 171-8 du Code de l'Environnement susvisé.

**ARTICLE 3 :** La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif de Lyon. Le délai de recours est de deux mois et commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Sous-Préfet de Roanne, Madame la Directrice départementale de la protection des populations, Madame la Directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Rhône-Alpes chargée de l'Inspection des Installations Classées et Monsieur le maire de Sèvelinges sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie restera déposée en mairie où tout intéressé aura le droit d'en prendre connaissance. Un extrait sera affiché pendant une durée minimale d'un mois à la mairie, il sera dressé procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité.

Fait à Saint-Etienne, le **17 MARS 2015**

Pour le Préfet  
et par délégation  
Le Secrétaire Général

  
Gérard LACROIX

copie adressée à :

- Monsieur le Directeur de la société TEINTURES ET APPRETS DE LA TRAMBOUZE

Le Poulailon

42460 SEVELINGES

- Monsieur le maire de Sèvelinges

- Sous-Préfecture de Roanne

- Inspection des installations classées, DREAL Loire

- Archives

- Chrono

